

Un bimensuel contre tous les sarkozysmes

dimanche 7 octobre 2007, par [Bruno](#)

Sorti symboliquement le 14 juillet, le premier numéro du Sarkophage dévoile toutes ses intentions dans son sous-titre : contre tous les sarkozysmes. Le politique, bien sûr, mais aussi l'économique, le médiatique, le culturel, le social... Lancé par le politologue Paul Ariès, ce bimestriel tient déjà toutes ses promesses.

Le Sarkophage

C'est un journal dont l'existence est intimement lié à l'arrivée au pouvoir d'un personnage, un journal dont le nom même est inspiré du personnage. [Le Sarkophage](#) survivra-t-il au quinquennat de Nicolas Sarkozy ? On n'en est pas encore là, même si l'omniprésident commet sans doute une grosse erreur en se privant de fusibles. Un sarcophage, c'est à l'origine un cercueil en pierre, du latin sarcophagus qui signifie « qui consume les chairs ». Sans aller jusque là, on peut faire confiance au *Sarkophage* pour porter le fer dans la plaie aussi souvent que nécessaire.

« Notre raison d'être est tout entière dans cette construction d'un discours de rupture », explique Paul Ariès dans l'édito du numéro 2. « Le dissensus est en effet d'une nécessité constante et vitale pour la vie démocratique : pas de délibération digne de ce nom sans positions tranchées, donc sans choix possible entre des options différentes. » Ainsi, dans le premier numéro, la rédaction s'est penchée sur les raisons du vote alsacien à la présidentielle, sur la révolution conservatrice prête à s'exporter des Etats-Unis, sur la préférence pour le chômage induite par la casse des 35 heures et le recours aux heures supplémentaires, ou encore aux liens troubles entre la recherche et le capital. Le numéro deux, sorti juste après la rentrée, fait une large place à l'éducation (écoles : la guerre des classes ou encore vers une économie de l'ignorance), au revenu inconditionnel alors que le RMI est menacé, aux socialistes qui penchent à droite et à l'éloge du travail selon Christine Lagarde.

Mais le texte le plus glaçant est signé Paul Ariès. Il explique ce que cache la notion d'immigration choisie chère au nouveau président et soufflée par le gourou libéral Pascal Salin. L'idée est d'aller vers une immigration économiquement utile et socialement soutenable, ou dit plus brutalement, d'inviter uniquement les étrangers dont on a besoin. Mais comme on trouve toujours plus libéral que soit, Paul Ariès s'intéresse à l'Américain Hans-Hermann Hoppe. Ce dernier préconise que l'Etat n'ouvre ses frontières qu'aux étrangers demandés par des propriétaires privés. Et dans ce cas, la liberté de circuler du nouvel arrivant dépendrait du bon vouloir du propriétaire. Et tant qu'on y est, il serait souhaitable de privatiser le domaine public, afin que l'accès aux rues, routes, hôtels, musées, etc soit déterminé par les propriétaires des lieux. Comment, alors, un étranger pourrait-il retrouver un statut normal ? En devenant lui-même propriétaire. Etonnant, non ?